Le Soir
PANORAMA
Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

A FONDS PERDUS

La semence ou le débris ?

Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

Le dernier rapport mondial des investissements de la Cnuced, qui restitue les flux financiers d'investissement direct étranger (IDE) entre les pays du monde, indique leur hausse de 16% en 2011 malgré la crise économique, culminant à 1 500 milliards de dollars. Les pays arabes du pourtour méditerranéen sont les plus grands perdants de cette embellie générale.

Dans l'ensemble, les dix pays de la rive sud de la Méditerranée captent (pour cette même année de référence du rapport 2011 qui a vu l'avènement du «Printemps arabe») 38,94 milliards de dollars, ce qui représente 2,6% des IDE mondiaux, alors qu'ils pèsent pour 4% de la population mondiale.

La nouvelle tendance qui se dessine est une baisse marquée au Maghreb, parallèlement à un effondrement sans précédent en Egypte et en Syrie. Pendant ce temps, les investissements ont quasiment doublé en Israël et en Turquie, les nouveaux maîtres des lieux et du jeu.

Le zèle pseudo-révolutionnaire (un non-sens) saoudo-qatari semble par contre mal rémunéré. Ces deux pays accusent une chute des IDE, à mettre principalement sur le compte du Qatar (désinvestissement) et de l'Arabie saoudite (IDE divisés par deux). Pour l'instant, ils ne font que débourser, espérant un retour sur l'investissement après avoir assis leur influence idéologiqueLes nouveaux leaders en charge de la gestion des affaires depuis l'arrivée de Morsi œuvrent à faire revenir les capitaux étrangers en actionnant le premier levier : les réserves de change. Ce pourquoi, le passage par les rouages du Fonds monétaire international est inévitable. Outre qu'il pourvoie aux besoins pressants de trésorerie du Caire, il doit dans le même temps envoyer les signaux nécessaires aux investisseurs étrangers pour les rassurer quant aux bonnes intentions des nouveaux maîtres. A ce titre, la visite de Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international, au Caire le 22 août dernier, revêt une signification particulière. Au-delà de la demande de prêt égyptienne, nettement supérieure aux 3,2 milliards de dollars généralement avancés, la visite et «les accords», plutôt les engagements égyptiens, qu'elle a induits trahissent les objectifs économiques, foncièrement néolibéraux, des Frères musulmans. Ceux-ci touchent du doigt, aux dépens de leur mythe égalitariste martelé par une action sociale trompeuse, leur propension à plier aux injonctions de Washington.

A leur décharge, ont-ils un autre choix ? La situation économique en Egypte n'a cessé de s'aggraver depuis la chute du régime de Hosni Moubarak en février 2011. Pratiquement tous les indicateurs macro-économiques témoignent d'une situation de détresse, voire de chaos. Tous sont au rouge, qu'il s'agisse de la croissance, de l'emploi, du solde du compte courant extérieur, des investissements étrangers directs.

Avec des réserves internationales de l'ordre de 14 milliards de dollars, en baisse de plus de 36 milliards d'euros à la fin de 2010, et l'absence de tout financement externe à grande échelle, l'Egypte craint le pire.

Samir Radwan, ministre des Finances de l'Egypte, juste après la révolution, déclarait à la BBC : «Quand j'ai commencé mon travail cinq jours seulement après la révolution, nous avions 36 milliards de dollars dans les réserves, et pour les réserves internationales 18 mois d'importations. Maintenant, c'est moins de 15 milliards de dollars ; c'est vraiment bas. Le tourisme a baissé énormément. Les exportations ont baissé, le chômage atteint les 12 % — le chiffre officiel est sous-estimé ; et 42 % de la population est en dessous du seuil de pauvreté.»

Certes, les deux principaux instigateurs ou produits du «Printemps arabe» pourvoient aux besoins d'urgence : l'Arabie saoudite (1 milliard de dollars), Qatar (2 milliards de dollars) et la Libye (2 milliards de dollars). Les besoins de financement externe demeurent, néanmoins, nettement plus importants et dépassent les 20 milliards de dollars. Voilà pourquoi le feu vert du FMI, préalable à tout engagement de capitaux privés, quelles que soient leur origine et leur religion, est important pour les Frères. Or, ce feu vert requiert la conviction préalable de l'institution financière que le gouvernement égyptien est en train de mettre bon ordre dans ses affaires économiques, avec une discipline macroéconomique sans faille. Il s'agit là d'un tour de vis sans précédent, contrairement au précédent «coup de pouce» de juin 2011, lorsque le FMI avit consenti un accord de confirmation pour un montant de 3,2 milliards de dollars (représentant 200 pour cent de la quote-part de l'Egypte au capital du FMI) à des conditionnalités relativement légères, de l'avis de la plupart des experts.

Trêve de plaisanterie, semble dire le FMI aux nouvelles autorités ! Et le nouveau tour de vis touche deux conditionnalités précises auxquels les Frères n'éprouvent aucun scrupule à accéder :

- D'abord, le dégraissage du système des subventions jugé très coûteux en Egypte : 27 pour cent des dépenses totales et plus de 10 pour cent du PIB pour les seules subventions des produits alimentaires et énergétiques.

- Ensuite, l'adaptation du taux de change aux conditions ou lois du marché. Le soutien à la livre égyptienne, certes relativement stable depuis le début de l'année 2011, est jugé onéreux : il s'est traduit par une perte de plus de 20 milliards de dollars de réserves de change. La conséquence immédiate sera une dépréciation de la monnaie égyptienne qui ne manquera pas d'hypothéquer le pouvoir d'achat, notamment des plus démunis. Les islamistes risquent alors fort de scier la branche sur laquelle ils sont assis depuis des lustres ! M. Morsi a désormais quitté le terrain idéologique au profit d'un pragmatisme qui l'a déjà porté garant des accords de paix de Camp David, associé au plan saoudo-qatari de déstabilisation de la Syrie et fait entrer en guerre sanglante contre son aile droite salafiste au Sinaï.

La «renaissance» qu'il promet ne pourra, à plus court terme que prévu, revendiquer aucune parenté avec le discours religieux, éthique, vertueux originel des Frères. Elle s'apparente plutôt à un ralliement inconditionnel aux «infidèles» contres lesquels il avait, sa vie durant, opposé le djihad... verbal. Les substituts wahabites contemporains au baâthisme, vaincu et humilié, ne paraissent pas porteurs d'alternative de changement. On imaginait le mouvement baâth plus conséquent qu'il ne l'a été, notamment dans l'un de ses bastions, irakien, où il a fondu comme neige au soleil aux premiers coups de semonce américains.

Longtemps redouté par l'opposition, aussi bien islamiste que de gauche, qu'il a terrifiée au cours des années 1960-1970, on le croyait plus tenace pour avoir investi prioritairement l'enseignement (en vue non d'une libération de la pensée mais du matraquage des esprits) et noyauté les structures des pouvoirs arabes. La situation en Syrie atteste, elle aussi, de la grande «lâcheté» du mouvement baâthiste : si son noyau dur irakien n'a eu aucune peine, ni scrupules, à se convertir dans les affaires en Jordanie et dans d'autres pays de la région, celui du Baâth syrien a emprunté une pente plus douce de défections par petits détachements. Réputé pour le maillage social de sa surveillance policière, le Baâth irakien s'est effondré comme un château de cartes, plus vite que ne l'imaginaient ses adversaires. Le processus paraît un peu plus laborieux en Syrie.

Et si wahabisme et baâthisme n'étaient que les deux faces d'une même pièce, celle du despotisme arabe ?

Dans ce processus généralisé de décomposition sociale, territoriale, institutionnelle, tout à fait singulier au monde arabe, nous vient ce propos d'Alfred de Musset, tiré de *Confession d'un enfant du siècle*, paru en 1836 : «On ne sait, à chaque pas qu'on fait si l'on marche sur une semence ou sur un débris.»

A. B.

Un sac diplomatique rescapé d'un crash au Mont-Blanc remis à l'Inde 46 ans après

Un sac diplomatique indien, retrouvé à la fin du mois d'août, 46 ans après le crash d'un avion sur un glacier du Mont-Blanc, a été remis hier lundi aux autorités indiennes, a constaté un correspondant de l'AFP.

Satwant Khanalia, deuxième secrétaire chargée des affaires politiques à l'ambassade d'Inde à Paris, a reçu ce sac des mains du capitaine Emmanuel Vegas, du peloton de gendarmes de haute montagne de Chamonix, dans les Alpes françaises.

Arnaud Christmann et Jules Berger, les deux alpinistes qui avaient découvert ce sac en toile de jute, portant les inscriptions «Diplomatic mail» et «Ministry of External Affairs», le 21 août sur le glacier des Bossons, étaient eux aussi présents.

Le sac contenait notamment un bon de livraison à destination de New York, daté du 22 janvier 1966, soit deux jours avant l'accident du Kangchenjunga.

Le Boeing 707 de la compagnie Air India, qui effectuait la liaison Bombay-New York, s'est écrasé sur le Mont-Blanc avec 117 passagers à son bord le 24 janvier 1966 au matin, à environ 4 750 m d'altitude. Aucun passager n'a survécu à l'accident.

«Ce sac a fait une longue trajectoire. Après avoir été enterré dans le glacier pendant si longtemps, ces jeunes alpinistes ont fait des efforts pour le retrouver», a souligné Satwant Khanalia.

La diplomate indienne a souligné que les documents contenus dans ce sac avaient avant tout «une valeur historique» et que l'inventaire en serait fait à Paris.

«La première impression, c'est que ce sont des journaux anciens», a-t-elle précisé.

«C'est comme des bottins de papier humidifié, les feuilles sont collées», a décrit le capitaine Vegas, parlant de documents «peut-être avec une valeur diplomatique ou tout simplement historique mais rien de grande valeur financière». Le glacier des Bossons charrie régulièrement des débris des catastrophes aériennes qu'a connues le Mont-Blanc, qu'il s'agisse du Kangchenjunga ou du Malabar Princess, un avion d'Air India, qui s'était écrasé sur le Mont-Blanc le 3 novembre 1950, faisant 58 morts.